



FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

SPECIAL COUNCIL SUPPORT FUND FOR MUTUAL ASSISTANCE



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 002/AONO/FEICOM/CIPM/2026 DU 06 AVR 2026

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET COMPTABLE EN VUE DE L'AUDIT DES COMPTES DU FEICOM AU TITRE DES EXERCICES 2025, 2026 ET 2027

« EN PROCEDURE D'URGENCE »

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Directeur Général du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM), Maître d'ouvrage, lance un Appel d'Offres National ouvert pour la qualification d'un cabinet comptable en vue de l'audit des comptes du FEICOM, au titre des exercices 2025, 2026 et 2027.

2. Consistance des Prestations

Les prestations consistent à :

- Procéder à l'examen de la documentation existante en rapport avec la mission et à l'évaluation du contrôle interne mis en place par la Direction Générale, par l'analyse des procédures comptables, budgétaires et financières existantes ;
- Faire des tests d'existence et de vraisemblance du contrôle interne, un diagnostic de l'existant suivi de recommandations afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'organisme et de la sauvegarde des actifs ;
- Vérifier que la cartographie des risques encourus par l'organisme est complète ;
- Contrôler les enregistrements comptables et les traitements comptables subséquents ;
- Vérifier la concordance entre le compte de gestion en chiffres et le compte de gestion sur pièces ;
- Vérifier la sincérité et la concordance avec les comptes annuels (compte administratif et compte de gestion) des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration ;
- Evaluer si la réalité de l'organisme est bien traduite par les états financiers produits pour le compte des exercices 2025, 2026 et 2027 ;

- Opérer toutes les vérifications et tous les contrôles qui lui semblent opportuns afin de juger si les options choisies par le FEICOM dans sa gestion comptable, budgétaire et financière d'une part, et dans son dispositif de contrôle interne d'autre part, respectent la loi et les normes tant nationales que communautaires ;
- S'assurer de la capacité de l'organisation à préparer des états financiers de qualité en conformité avec les principes comptables généralement admis dans les Etablissements Publics Administratifs ;
- Vérifier que les jalons d'une comptabilité patrimoniale ont été posés ;
- Contrôler les logiciels utilisés et leurs fonctionnalités ;
- Vérifier la concordance entre les comptes utilisés et leur affectation ;
- Faire un diagnostic sur le dispositif du contrôle interne avec des recommandations pour s'assurer de la maîtrise du fonctionnement de l'organisme et de la sauvegarde des actifs ;
- Rédiger un rapport général à la fin de chaque exercice qui relate l'accomplissement de sa mission et formule son opinion sur les comptes annuels et fait une synthèse sur la régularité, la sincérité et la conformité de la comptabilité.

Ces prestations sont détaillées dans les Termes de Référence contenus dans le présent Dossier d'Appel d'Offres.

3. Tranches/Allotissement

Les prestations faisant l'objet d'un lot unique sont regroupées en trois (03) tranches :

- 1^{er} tranche ferme couvrant l'exercice 2025 ;
- une 1^{ère} tranche conditionnelle couvrant l'exercice 2026 ;
- une 2^{ème} tranche conditionnelle couvrant l'exercice 2027.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **quarante-cinq millions (45 000 000) F CFA TTC**, réparti comme suit :

- quinze millions (15 000 000) FCFA TTC pour la tranche ferme ;
- quinze millions (15 000 000) FCFA TTC pour la 1^{ère} tranche conditionnelle ;
- quinze millions (15 000 000) FCFA TTC pour la 2^{ème} tranche conditionnelle.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent Appel d'Offres est de **03 ans (36 mois)** répartis comme suit :

- Une tranche ferme d'un an (12 mois) se matérialisant par l'audit des comptes 2025 au cours de l'exercice 2026 ;
- Une première tranche conditionnelle d'un an (12 mois) se matérialisant par l'audit des comptes de l'exercice 2026, au cours de l'exercice 2027 ;
- Une deuxième tranche conditionnelle d'un an (12 mois) se matérialisant par l'audit des comptes de l'exercice 2027, au cours de l'exercice 2028.

Pour chacune des tranches, l'audit s'effectuera pendant une durée de **trente (30) jours**, à la fin de chaque semestre.

Le délai d'exécution de chacune des tranches court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises nationales spécialisées dans le domaine.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM), exercices 2026-2027-2028, sur la ligne d'imputation 61-20-50 « Honoraires versés ».

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO dont le montant s'élève à **quatre cent cinquante mille (450 000) francs CFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

Il doit être accompagné du récépissé de la CDEC, conformément à la circulaire n° 000014/C/MINMAP/CAB du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de déconsignation, de restitution et de réalisation des garanties dans les marchés publics. En cas de chèque-banque ou certifié délivré en lieu et place des cautionnements, lesdits chèques doivent être transmis à la CDEC par l'établissement financier émetteur au moins sept (07) jours ouvrables avant l'ouverture des plis. L'absence de cette pièce entraîne le rejet immédiat de l'offre.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisée par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission accompagnée du récépissé de la CDEC présentés par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le DAO est consultable en ligne dès publication du présent Avis sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

Il peut également être consulté gratuitement au Service des Marchés et Approvisionnements, sis à l'ancien siège du FEICOM à Yaoundé Mimboman BP 718 Yaoundé, FEICOM, 381 Rue 4.561 MIMBOMAN YDE 4ème, Téléphone 222 235 164 ; poste 217 ; Fax 222 23 17 59 dès publication du

présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Il est possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées.

Toutefois, la soumission est conditionnée par le versement d'une somme non remboursable de **soixante mille (60 000) francs CFA** dans le Compte Spécial CAS – ARMP ouvert dans les Agences BICEC, au titre des frais d'acquisition du DAO. La quittance de versement fera l'objet d'un enregistrement préalable à la soumission en ligne auprès du Service des Marchés et Approvisionnements, sis à l'ancien siège du FEICOM à Yaoundé Mimboman BP 718, FEICOM, 381 Rue 4.561 MIMBOMAN YDE 4ème, Téléphone 222 235 164 ; poste 217 ; Fax 222 23 17 59.

12. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **05 MAI 2026** à **09 heures précises**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli fermé et scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus des références de la consultation ci-dessous dans les délais impartis :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°DAZ/AONR/FEICOM/CIPM/2026 DU 06 AVR 2026

POUR LA QUALIFICATION D'UN CABINET COMPTABLE EN VUE DE L'AUDIT DES COMPTES AU FEICOM (EN PROCEDURE D'URGENCE)

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

NB : Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps.

L'ouverture des pièces administratives et offres techniques aura lieu le ~~le~~ **5 MAI 2028** à 10 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés du FEICOM, dans la salle de réunions de ladite Commission sise à l'ancien siège du FEICOM.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 75 points /100 seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée (exceptés le cautionnement de soumission et le récépissé de la CDEC).

15. Critères d'évaluation

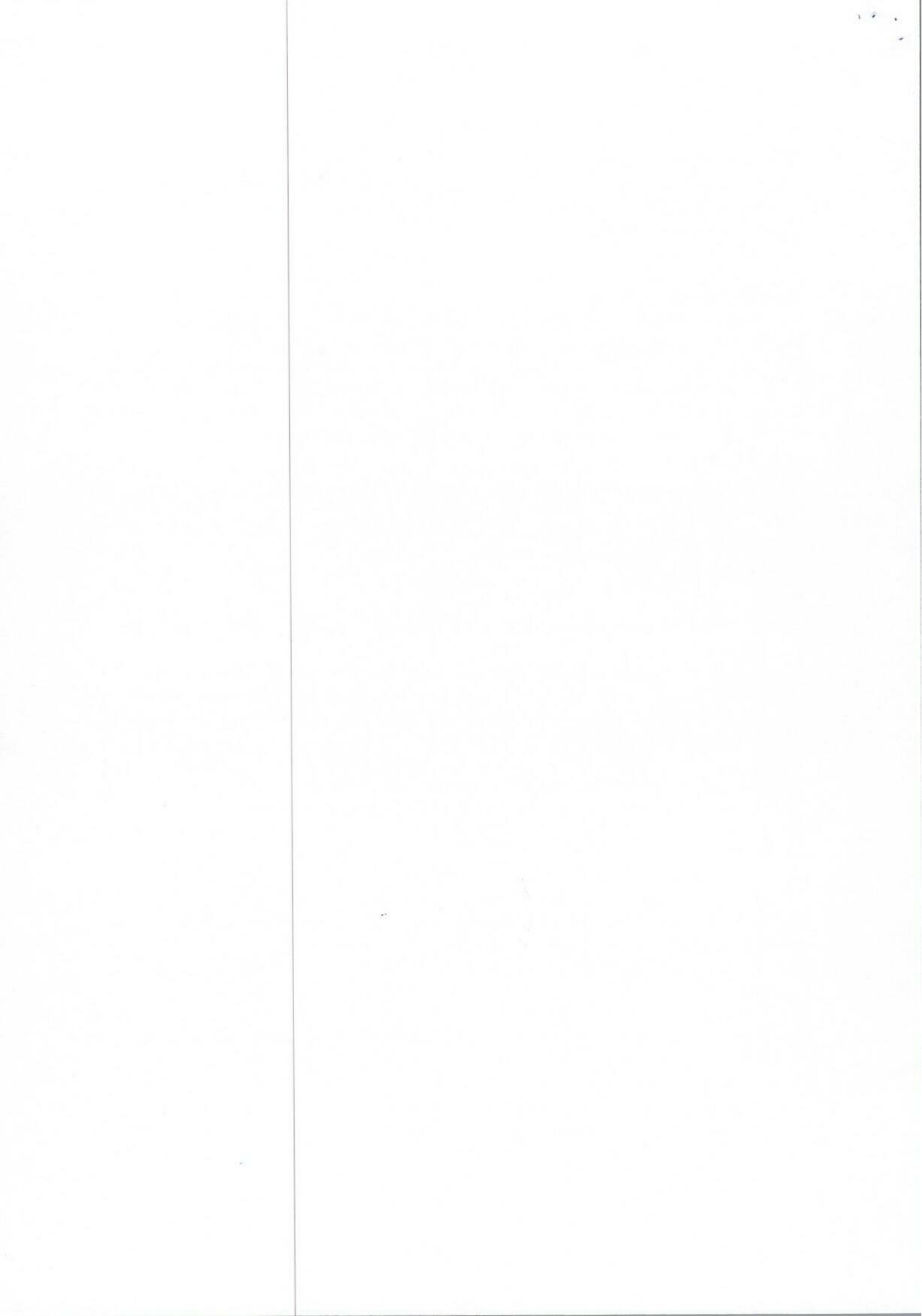
15.1-Critères éliminatoires

Il s'agit :

1. de l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis accompagné du récépissé de la CDEC ;
2. de l'absence ou la non-conformité du récépissé de consignation délivré par la CDEC à l'ouverture des plis ;
3. de la non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis (exceptés le cautionnement de soumission et le récépissé de consignation délivré par la CDEC) ;
4. de l'absence du certificat d'agrément ou attestation d'inscription au tableau de l'ordre (ONECCA) ;
5. des fausses déclarations, des manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
6. du non-respect d'au moins 75 points /100 (75% des critères essentiels) ;
7. de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
8. de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
9. de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, le BPU, le DQE) ;
10. de la présence des informations de l'offre financière dans l'offre technique du soumissionnaire ;
11. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
12. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
13. du non non-respect du profil du chef de mission ;
14. L'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEP'S.

15.2-Critères essentiels

1. Présentation générale de l'offre ;
2. Références du soumissionnaire ;
3. Qualification du personnel clé ;
4. Matériels et moyens logistiques ;
5. Capacité financière ;



6. Preuves d'acceptation des conditions du marché ;
7. La méthodologie proposée en adéquation avec les TDR.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères technique et financier.

17. Nombre maximum des lots

Sans objet.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés et Approvisionnements du FEICOM :

Tél : (237) 222 235 164, Poste 217, Porte 11.

BP 718 YAOUNDE, FEICOM, 381 Rue 4.561, MIMBOMAN YDE 4ème Fax : (237) 222 23 17 59.

20. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème technique ou lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

21. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 06 AVR 2026

**LE DIRECTEUR GENERAL,
MAITRE D'OUVRAGE**



Philippe Camille Akoa
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE

Copies :

- MINMAP/ATCR ;
- ARMP pour insertion au JDM ;
- Président/CIPM ;
- Affichage ;
- Chrono/Archives.



FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

SPECIAL COUNCIL SUPPORT FUND FOR MUTUAL ASSISTANCE



OPENED NATIONAL TENDER NOTICE
No. 02 /AONO/FEICOM/CIPM/2026 OF 06 AVR 2026
FOR THE RECRUITMENT OF AN ACCOUNTING FIRM FOR THE PURPOSE OF AUDITING
FEICOM ACCOUNTS, FOR THE FINANCIAL YEARS 2025, 2026 AND 2027.
“IN EMERGENCY PROCEDURE “

1. Purpose of Invitation to tender

The General Manager of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM), Contracting Authority, hereby launches an Opened National Tender Notice under an emergency Procedure for the recruitment of an accounting firm, for the purpose of auditing FEICOM accounts, for the financial years 2025, 2026 and 2027.

2. Nature of services

The services consist of:

- Examine the existing documentation related to the assignment and assess the internal control system implemented by the General Management, through the analysis of existing accounting, budgetary and financial procedures;
- Perform existence and plausibility tests on the internal control system, carry out a diagnosis of the current situation followed by recommendations to ensure the proper functioning of the institution and the safeguarding of assets;
- Verify that the mapping of risks incurred by the institution is complete;
- Check the accounting records and subsequent accounting treatments;
- Verify the consistency between the management account in figures and the management account supported by source documents;
- Verify the accuracy and consistency with the annual accounts (administrative account and management account) of the information provided in the management report of the Board of Directors;

- Assess whether the reality of the institution is properly reflected in the financial statements produced for the financial years 2025, 2026 and 2027;
- Carry out all verifications and checks deemed necessary to judge whether the options chosen by FEICOM in its accounting, budgetary and financial management, on the one hand, and in its internal control system, on the other hand, comply with the law and with both national and community standards;
- Ensure the organization's ability to prepare quality financial statements in accordance with generally accepted accounting principles for Public Administrative Establishments;
- Verify that the foundations for asset accounting have been laid;
- Check the software used and their functionalities;
- Verify the consistency between the accounts used and their allocation;
- Carry out a diagnosis of the internal control system with recommendations to ensure control over the institution's operations and the safeguarding of assets;
- Draft a general report at the end of each financial year, describing the performance of the assignment, expressing an opinion on the annual accounts, and summarizing the regularity, sincerity and compliance of the accounting records.

These services are detailed in the Terms of Reference contained in this Tender File.

3. Tranches/division into Lots

The services included in this single contract are grouped into **three (3)** tranches:

- A firm tranche covering the 2025 fiscal year;
- A conditional tranche covering the 2026 fiscal year;
- A conditional tranche covering the 2027 fiscal year.

4. Estimated cost

The estimated cost of the project, based on preliminary studies, is **forty-five million (45,000,000) CFA francs All Taxes Including**, broken down as follows:

- fifteen million (15,000,000) CFA francs TTC for the firm tranche;
- fifteen million (15,000,000) CFA francs TTC for the first conditional tranche;
- fifteen million (15,000,000) CFA francs including TTC for the second conditional tranche.

5. Estimated execution timeframe

The timeframe stipulated by the Contracting Authority for the completion of the services covered by this Invitation to Tender is **3 years (36 months)**, broken down as follows:

- A firm one-year (12-month) phase, consisting of the audit of the 2025 financial statements during the 2026 fiscal year;
- A first conditional one-year (12-month) phase, consisting of the audit of the 2026 financial statements during the 2027 fiscal year;
- A second conditional one-year (12-month) phase, consisting of the audit of the 2027 financial statements during the 2028 fiscal year.

For each tranche, the audit will be carried out over a period of thirty (30) days, at the end of each semester.

6. Participation and Origin

Participation in this Call for Tenders is opened to national companies specialized in the relevant field.

7. Financing

The services concerned in this Invitation to tender shall be funded by the budget of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM), 2026-2027-2028 and subsequent fiscal years, on the imputation line: 61-20-50, "Fees paid".

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is exclusively online.

9. Bid bond

Each tenderer must attach to its administrative documents a bid bond in the amount of **forty-five hundred thousand (450,000) CFA francs**, issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contracts, paid in hand by the issuer and listed in Exhibit 13 of the DAO, valid for thirty (30) days beyond the original date of validity of the tenders.

It must be accompanied by the CDEC receipt, in accordance with Circular No. 000014/C/MINMAP/CAB of July 23, 2025, related the procedures for establishing, depositing, storing, releasing, returning, and enforcing guarantees in public procurement. If a bank or certified check is issued in lieu of guarantees, said checks must be sent to the CDEC by the issuing financial institution at least seven (7) business days before the bid opening. Failure to provide this document will result in the immediate rejection of the bid.

The absence of a bid security issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees for public procurement will result in the outright rejection of the bid. A bid security submitted but unrelated to the tender in question will be considered absent. A bid security accompanied by the CDEC receipt presented by a bidder during the bid opening session will be inadmissible.

10 Consultation of the Tender File

The tender documents are available online from the date of publication of this notice on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the ARMP website (www.arpmp.cm).

It can also be consulted free of charge at the Markets and Supplies Department, located at the former FEICOM headquarters in Yaoundé Mimboman BP 718 Yaoundé, FEICOM, 381 Rue 4.561 MIMBOMAN YDE 4th, Telephone 222 235 164; ext. 217; Fax 222 23 17 59 from the date of publication of this notice.

11 Acquisition of the Tender File

The electronic version of the Tender File may be obtained free of charge by downloading it from the addresses indicated above.

However, submission is conditional upon the payment of a non-refundable fee of **sixty thousand (60,000) CFA francs** into the Special Account CAS-ARMP opened with BICEC agencies, for the acquisition of the Tender File. The payment receipt will be registered prior to online submission with the Markets and Supplies Department, located at the former FEICOM headquarters in Yaoundé Mimboman

BP 718, FEICOM, 381 Rue 4.561 MIMBOMAN YDE 4th, Telephone 222 235 164; ext. 217; Fax 222 23 17 59.

12. Submission of bids

Each offer, written in French or English, must be submitted by the bidder via the COLEPS platform no later than **05 MAI 2026** at **9:00 A.M.** sharp. A backup copy of the offer, saved on a USB drive or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope clearly marked "backup copy," along with the tender references below, within the specified deadline:

OPENED NATIONAL TENDER NOTICE **06 AVR 2026**
No. 002/AONO/FEICOM/CIPM/2026 OF
FOR THE RECRUITMENT OF AN ACCOUNTING FIRM FOR THE PURPOSE OF AUDITING
FEICOM ACCOUNTS, FOR THE FINANCIAL YEARS 2025, 2026 AND 2027.
"IN EMERGENCY PROCEDURE"

A backup copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy", in addition to the above mention, within deadlines.

For online submission,

For online submission, the maximum sizes of the documents making up the bidder's offer and that shall be forwarded to the platform are as follows:

- 5 MB for the Administrative File;
- 15 MB for the Technical bid;
- 5 MB for the Financial bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents ;
- JPEG for images.

Candidates shall use compression software to eventually reduce the size of the files to be transmitted]

13. Admissibility of bids

Any incomplete offer, in accordance with the requirements of the Tender File will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid security issued by an organization or financial institution authorized by the Minister of Finance to issue guarantees in the field of public procurement, or failure to comply with the document templates in the Tender Documents, will result in the outright rejection of the offer without recourse. A bid security submitted but unrelated to the relevant tender will be considered as missing.

14. Opening of Bids

Bids shall be opened in two times.

The opening of administrative documents and technical offers will take place on **05 MAI 2026** at **10 a.m.** sharp by the Internal Procurement Commission of FEICOM, in the meeting room of said Commission located at the former headquarters of FEICOM.

Only the financial offers of the tenderers that obtained a qualificative technical score of 75/700 shall be opened by the same Tenders Board and in the same room on a date to be announced later after the publication of the technical evaluation results.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a group of companies.

On pain of rejection, the documents in the administrative file required must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Rules for Invitations to Tender. They must be less than three (03) months old or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file when the bids are opened, after a period of 48 hours allowed by the Commission, the bid will be rejected.

However, if the bid bond is not present when the bids are opened, the bid will be rejected.

15. Evaluation criteria

15.1 *Eliminatory criteria*

These include:

1. The absence of the bid bond at the opening of the bids, accompanied by the CDEC receipt
2. the absence or non-compliance of the deposit receipt issued by the CDEC at the opening of the bids;
3. The non-production beyond 48 hours after the opening of the bids of a piece of the administrative file deemed non-compliant or absent (except for the bid bond and the CDEC deposit receipt);
4. Absence of chartered accountants registered with the National Order of Chartered Accountants (ONECCA);
5. False declarations, fraudulent maneuvers, or falsified documents;
6. Failure to meet 75 point /100 of the essential criteria including references;
7. Absence of the declaration on honor of non-abandon of contracts in the last three years;
8. absence of a quantified unit price in the Financial Bid;
9. Absence of an element of the financial offer (tender, BPU, DQE);
10. on the presence of financial offer information in the bidder's technical proposal;
11. Absence of the Integrity charter dated and signed;
12. Absence of the Commitment statement to comply with social and environmental clauses, duly filled and signed.
13. Non-compliance of the head of mission profile;
14. The absence of a backup copy in case of malfunction of the COLEP'S platform.

15.2 *Essential criteria*

1. General presentation of the offer;
2. References of the bidder;
3. Qualification of key personnel;
4. Equipment and logistical resources;
5. Financial capacity;
6. Proof of acceptance of the contract terms;
7. Proposed methodology in accordance with the TDR.

16. Award

The Contracting Authority will award the contract to the bidder submitting the offer evaluated as the most advantageous based on a combination of technical and financial criteria

17. Maximum number of lots: Not applicable.

18. Validity period of the offers

Bidders shall remain committed by their bids for ninety (90) days with effect from the deadline set for the submission of bids.

19. Further information

Further information of technical nature may be obtained during working hours from the Contracts and Supplies Service of FEICOM:

Tel: (237) 222 23 51 64, Extension 217, Room 11

BP: 718 YAOUNDE, FEICOM, Street 4.561.

Fax: (237) 222 23 17 59.

20. Technical support

For technical assistance, in the event of a technical problem or a problem related to the use of the platform, please call the numbers (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the email address dsi@minmap.cm.

or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication specified by the Project Owner.

21. Fighting corruption and malpractices

22.

To report corrupt practices, facts or acts, please call NACC on or send an SMS to 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaounde, the
THE GENERAL MANAGER,
Contracting Authority

Copies:

- MINMAP for report ;
- ARMP for insertion in JC;
- Chairperson/ITB ;
- Billboard ;
- Records/Archives.



Philippe Camille Akoa
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE